

Togo/ Politique

La majorité et l'opposition dans la rue les mêmes jours

AFP

Lomé/Togo

APRÈS des jours d'incertitude, le vice-président du parti présidentiel togolais a confirmé lundi que les membres de son parti étaient invités à descendre dans la rue les mêmes jours que l'opposition qui appelle ses partisans à manifester contre le pouvoir.

Georges Kwawu Aidam, le premier vice-président de l'Union pour la république (UNIR) a déclaré à l'AFP qu'il y aurait des "marches mercredi (20 septembre) et jeudi (21 septembre) pour soutenir le projet de loi (constitutionnel) du gouvernement et aussi pour dire non à la violence". Il n'y a toutefois eu aucun communiqué officiel.

L'opposition avait choisi ces mêmes dates pour demander la révision de la Constitution, et notamment une limitation du nombre des mandats présidentiels, qui s'appliquerait de manière rétroactive, empêchant le président Faure Gnassingbé de se représenter au scrutin



Photo : AFP

Le leader de l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre.

de 2020. Jean-Pierre Fabre, le chef de file historique de l'opposition, a réitéré son appel lundi, envoyant un message audio au peuple togolais via la plateforme de télécommunication WhatsApp. "Mes chers compatriotes (...) nous vous invitons encore une

fois à vous mobiliser pour prendre part massivement aux manifestations qu'organisent les forces démocratiques", mercredi et jeudi, a lancé le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC). "Nous n'aurons pas de répit, nous n'aurons pas de repos tant

que M. Faure Gnassingbé n'aura pas quitté le pouvoir comme vous le lui demandez". Les 6 et 7 septembre, des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues de Lomé et d'autres villes à l'appel de l'opposition pour demander

la révision de la Constitution. Les manifestants, particulièrement déterminés, avaient brandi des pancartes et scandé des slogans pour demander le départ du président Faure Gnassingbé. Le gouvernement a soumis un projet de loi de révision constitutionnelle, qui doit

être étudié par l'Assemblée mardi, mais qui n'applique pas le principe de rétroactivité de la limitation des mandats réclamé par l'opposition.

Ce week-end, les évêques du Togo ont condamné "les violences exercées par les forces de l'ordre" et demandé "aux leaders politiques du pays d'éviter d'organiser des manifestations antagonistes le même jour".

Début septembre, le parti au pouvoir avait déjà décidé d'organiser des marches en même temps que l'opposition, obligeant celle-ci à décaler ses dates pour éviter les affrontements.

M. Aidam avait alors déclaré que son parti serait "actif pour défendre ses valeurs" et que l'opposition n'avait pas le monopole de la rue.

Le président Gnassingbé a succédé à son père, Gnassingbé Eyadéma, qui est resté près de 40 ans au pouvoir, avec l'appui de l'armée et en modifiant la Constitution. De violentes manifestations et une féroce répression s'en étaient suivies.

Il a ensuite été réélu en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés.

Arabie Saoudite-Qatar/Crise

Pour des négociations "sans condition"

I. I

Libreville/Gabon

L'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Royaume de Bahreïn et l'Égypte confirment que le dialogue avec le Qatar sur la mise en œuvre des demandes ne devrait pas être précédée de préalables.

LE royaume d'Arabie Saoudite et ses alliés (Émirats Arabes unis, Royaume de Bahreïn et la République Arabe d'Égypte) qui ont rompu leurs liens diplomatiques avec le Qatar accusé de soutenir le terrorisme, ont réagi sur les récentes déclarations de l'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, en visite à Washington.

Dans un document remis à l'Union par l'ambassade d'Arabie Saoudite à Libreville, les quatre pays alliés disent apprécier la médiation de l'Émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, et ses efforts louables pour ramener l'autorité qatarienne sur la voie du dialogue. Riyad a également annoncé, selon la même source, la volonté du Qatar de reconnaître les treize revendications et de préparer les négociations. Les quatre pays alliés confirment aussi que le dialogue sur la mise en œuvre des demandes ne doit pas être précédée de conditions. Ils ont, cependant, "regretté que l'émir de Koweït ait affirmé que sa médiation a empêché une escalade militaire" en



Photo : COE

L'ambassadeur du royaume d'Arabie Saoudite, Adnan Abdurahman Al Mandeel, lors d'une déclaration sur la situation avec le Qatar.

soulignant que l'"option militaire n'a jamais été envisagée dans ce conflit". Le document souligne égale-

ment que la déclaration du ministre des Affaires

étrangères du Qatar, après celle l'Émir du Koweït, confirme le rejet du dialogue par Doha, qui conditionnerait les négociations par la levée de l'embargo. Ce qui, selon les quatre pays alliés, confirme le manque de sérieux du Qatar dans le dialogue, la lutte et le financement du terrorisme et l'ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

Les quatre Pays ont, par ailleurs, apprécié la position du président américain, Donald Trump, dans ce conflit. Selon le chef de l'exécutif américain, la seule façon de résoudre cette crise est d'arrêter le soutien et le financement du terrorisme, tout en réitérant son refus de dénouer le problème tant que cela n'est pas fait.

Nigeria/ Violences

Au moins 15 morts dans des attentats-suicides

AFP

Kano/Nigeria

UN triple attentat-suicide a fait au moins 15 morts lundi lors d'une distribution alimentaire dans un camp de déplacés du nord-est du Nigeria, épice de activités du groupe jihadiste nigérian Boko Haram, a-t-

on appris de sources concordantes. "Il y a eu deux premières explosions à 11h10 (1010 GMT) ce matin dans le village de Mashalari (Etat du Borno), qui ont fait 15 morts et 43 blessés", a rapporté un employé d'une organisation humanitaire sous couvert d'anonymat, ajoutant qu'un autre kamikaze s'est fait ex-

ploser quelques minutes plus tard à proximité, sans faire de victime. Les trois kamikazes étaient des femmes selon lui. Babakura Kolo, un membre des milices civiles qui luttent contre Boko Haram a confirmé que "selon nos premières informations, au moins 15 personnes ont été tuées et beaucoup d'autres

ont été blessées". "Nous avons envoyé des équipes sur place", a-t-il assuré à l'AFP. Le village de Mashalari se situe dans le district de Konduga, à une vingtaine de kilomètres de la capitale du Borno, Maiduguri, district qui a été la cible de nombreuses attaques de Boko Haram depuis début août.

Mi-août, un triple attentat-suicide, également perpétré par des femmes kamikazes, avait fait 28 morts et plus de 80 blessés dans la même zone, également à la sortie d'un camp de déplacés. Ces dernières semaines, Konduga a connu de nombreuses attaques sporadiques, visant des agriculteurs ou des villa-

geois, accusés par le groupe jihadiste d'être des informateurs pour l'armée nigérienne. Le conflit de Boko Haram, particulièrement meurtrier dans la région du lac Tchad, a fait plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis que le groupe extrémiste a pris les armes en 2009.